

LES ENV À LA CROISÉE DES CHEMINS DU SYMBOLISME AU CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

- **Appel à l'action de la société civile mondiale : Réclamer la responsabilité dans la décennie de la mise en œuvre**



Les examens nationaux volontaires (ENV) font-ils progresser le Programme 2030 ou préservent-ils l'illusion du progrès ?

Alors que le monde entre dans la dernière ligne droite de cinq ans menant à l'échéance des ODD, le temps des engagements rhétoriques est révolu. Cette évaluation exhaustive, fondée sur huit années de suivi de la société civile dans le cadre de la série « Progressing National SDGs Implementation » et étayée par d'autres analyses publiées, s'appuie sur les conclusions de 366 ENV soumis par 191 pays. Elle offre l'évaluation indépendante la plus solide du mécanisme d'ENV à ce jour.

Les faits sont sans équivoque : si les ENV ont créé de nouveaux espaces de dialogue et d'harmonisation des politiques dans certains contextes, ils demeurent, dans la plupart des cas, des instruments peu performants, entachés d'une faible redevabilité, d'un reporting sélectif et d'une participation minimale de la société civile. Sans une réforme structurelle urgente, le processus d'ENV risque de devenir le symbole de l'inaction mondiale plutôt que de la transformation.

OÙ LES ENV ONT UNE VALEUR AJOUTÉE



- **Sensibilisation et dialogue accrus** : dans des pays comme le Brésil, le Honduras et la République dominicaine, les ENV ont mis en lumière des problèmes critiques (pauvreté, vulnérabilité climatique, inégalités) et créé un espace de discussion publique.



- **Alignement des politiques dans certains cas** : de l'Indonésie à la Colombie et au Botswana, les ENV ont soutenu l'alignement des stratégies nationales sur les cadres des ODD, bien que souvent de manière incohérente et sans soutien budgétaire.



- **Engagement multipartite** – Lorsqu'il est mis en œuvre : Le Népal et l'Ouganda ont démontré des processus d'engagement significatifs impliquant la société civile, le monde universitaire et les acteurs infranationaux. Cependant, ces initiatives restent l'exception.

- ✓ • **Apprentissage par les pairs par le biais de mécanismes régionaux** : le programme de jumelage ENV de la CESAP des Nations Unies (par exemple, Sri Lanka 2022) a facilité l'échange de méthodologies, de stratégies des parties prenantes et de leçons institutionnelles.
- ✓ • **L'essor des évaluations locales volontaires (ELV)** : avec plus de 300 EAL dans le monde d'ici 2024, les gouvernements locaux et la société civile sont les pionniers de la responsabilisation ascendante là où les gouvernements nationaux sont défaillants.

LÀ OÙ LE SYSTÈME ENV EST GRAVEMENT DÉFAILLANT

Malgré un élan initial, le mécanisme mondial d'ENV n'a pas réussi à évoluer vers la plateforme de responsabilisation robuste exigée par les ODD :

- ✗ • **Volontaire et inégal** : Certains pays ont complètement renoncé (par exemple, les États-Unis, Haïti et le Myanmar), tandis que d'autres ne s'engagent que symboliquement. L'absence d'obligation de déclaration ou de normes minimales compromet la légitimité de l'ensemble du système.
- ✗ • **Contrôle narratif et reportages sélectifs** : Les gouvernements assainissent systématiquement leurs ENV, omettant les points controversés. Le projet colombien de ne réviser que l'ODD 2 pour 2024 illustre ce rétrécissement du champ d'application et cette exclusion intentionnelle de vérités difficiles.
- ✗ • **Société civile** : marginalisée, ignorée ou réduite au silence : Au Pakistan et au Brésil, les contributions des OSC ont été exclues ou rejetées. Au Mexique, le dialogue civique a été légalement suspendu avant l'ENV de 2024. Dans trop de pays, les consultations se résument à des cases à cocher, et non à un espace d'influence réelle.
- ✗ • **Absence de suivi indépendant ni de retour d'information public** : Les ENV manquent d'évaluation par les pairs, de supervision ou de validation indépendante. Le suivi est faible, voire inexistant. Les rapports parallèles produits par la société civile restent structurellement exclus des espaces officiels des Nations Unies.
- ✗ • **Lacunes dans les données et exclusion des groupes marginalisés** : La plupart des ENV ne contiennent pas de données ventilées par genre, handicap, revenu, origine ethnique et géographie. Les migrants, les populations autochtones et les travailleurs informels sont invisibles dans les rapports, même lorsqu'ils sont les plus exposés au risque d'être laissés pour compte.
- ✗ • **Cohérence des politiques, au mieux superficielle** : Si de nombreux ENV revendiquent un alignement, une véritable cohérence entre les politiques gouvernementales, le budget et leur mise en œuvre est rare. Les transitions politiques compromettent souvent les progrès, même minimes.

CE QUI DOIT ÊTRE FAIT – IMMÉDIATEMENT

À seulement cinq ans de la fin de l'année, les ENV doivent être transformés en mécanismes de responsabilisation rigoureux, inclusifs et transparents. Cela exige une action décisive de la part des gouvernements, du système des Nations Unies, des donateurs et de la société civile.

Institutionnaliser la responsabilité

- Exiger de chaque pays qu'il soumette au moins deux ENV complets avant 2030.
- Introduire des évaluations indépendantes par les pairs et des « outils de suivi des engagements » nationaux.
- Rendre compte des compromis et des obstacles à la mise en œuvre des ODD.

Élever la société civile du statut d'observateur à celui de partenaire égal

- Reconnaître officiellement les rapports fantômes/spotlight des OSC et les données générées par les citoyens.
- Établir des boucles de rétroaction montrant comment la contribution de la société civile influence les rapports finaux.
- Financer la participation des OSC par le biais d'un financement flexible et de base, en particulier dans les pays du Sud.

Investir dans la justice et l'inclusion des données

- Comblent les lacunes en matière de données en investissant dans des systèmes statistiques, des outils numériques et des modèles de données participatifs.
- Donner la priorité aux données désagrégées pour refléter les réalités des communautés autochtones, des personnes déplacées et de celles qui évoluent dans des économies informelles.
- Institutionnaliser les VLR et les VSR comme compléments essentiels aux rapports nationaux.

Assurer la cohérence des politiques et leur mise en œuvre à l'échelle de l'ensemble du gouvernement

- Aligner les budgets, la législation et les cycles de planification sur l'Agenda 2030 dans tous les ministères.
- Surveiller les compromis et les synergies entre les secteurs en matière d'ODD.
- Intégrer la responsabilité des ODD dans les parlements, les autorités infranationales et les tribunaux.

CONCLUSION : CECI EST LE DERNIER AVERTISSEMENT

Cette évaluation menée par la société civile est claire : sans réforme urgente, le processus d'ENV échouera dans son objectif principal : demander des comptes aux autorités sur la réalisation de la promesse d'un développement durable pour tous.

Les cinq prochaines années ne représentent pas seulement la dernière étape : elles représentent l'heure de vérité. Les gouvernements, les agences des Nations Unies, les donateurs et la société civile doivent collectivement saisir cette occasion pour sauver les ODD et la crédibilité du multilatéralisme mondial.

» **Les ENV resteront-ils de simples rapports à lire ou deviendront-ils des modèles d'action ?**

Le monde ne peut pas se permettre d'attendre la réponse.

TÉLÉCHARGEZ NOTRE ANALYSE DES ENV

